



Contribution de Michel JOUVET

michel.jouvet.01@orange.fr

Covid-19 Glanage 3 Approfondir et poursuivre la réflexion 18.04.2020

L'équipe du Conseil de développement recense diverses tribunes publiées dans la presse. Leur lecture est à la fois l'occasion de surprises et d'approfondissements de la réflexion

À la suite d'une 1ère contribution, « Bavardages sur le Covid-19 et après », https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/03/200327_Contrib_Jouvet.pdf j'ai essayé, en voyageant dans ces lectures mais aussi de quelques autres qui me sont propres, d'approfondir mes connaissances et ma réflexion. Au-delà des propos convenus, ce moment historique nous appelle à stimuler notre intelligence pour le mieux comprendre et essayer de nous projeter sur l'après Covid-19.

Mes lectures m'ont amené à reformuler à l'essentiel des constats parfois contradictoires, exprimer des interrogations ou impressions de manière incomplète et subjective. Je les ai déjà livrés dans 2 textes intitulés Glanage 1 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200406_Contrib_Jouvet.pdf et Glanage 2 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200414_Contrib_Jouvet.pdf

Je livre ici un nouvel écrit Glanage 3 pour la période du 11 au 18 avril. L'exercice est difficile et j'ai le droit à l'erreur. C'est à chacun de réagir en le complétant : je vous incite au débat et à l'échange.

La période invite à la méditation et au recul

Selon Nietzsche « On ne périt vraiment que par soi-même, la maladie est une intériorité de l'humain dans l'incapacité de réagir et la mort serait l'équivalent d'un suicide du corps ».

Redécouvrir la vraie vie avec lucidité et courage, saisir les opportunités

Cette crise favorise une meilleure connaissance du monde, du territoire, des espèces, des expériences moins visibles ordinairement. La priorité donnée à l'épidémie peut aussi cacher ce qu'on veut ne pas voir : les inégalités sociales notamment, les migrants enfermés dehors, les morts oubliés...

La littérature est une inépuisable source d'idées et de créativité pour développer l'esprit critique. La situation actuelle met en lumière nos pensées confinées préexistantes, par rapport à soi comme par rapport aux autres. La crise est un moment critique que l'on peut vivre négativement mais c'est aussi un révélateur faisant surgir de nouveaux possibles, de nouvelles opportunités insoupçonnées. À nous de les regarder avec lucidité et courage pour les saisir.

Comparer ce qui est comparable

1929 - 2020 : Les dangers de la comparaison

Les 2 crises sont de nature différente. En 1929, la crise est celle du krach boursier de Wallstreet dans un monde fragilisé par la première guerre mondiale. En 1929, la peur a joué un effet d'accélérateur avec les queues aux guichets des banques provoquant l'effondrement du système. Il a fallu attendre le New Deal en 1933 pour relancer l'économie.

Il y a un effet pervers à vouloir comparer les crises de 1929 et de 2020. Aujourd'hui, les filets publics de sécurité existent pour réguler les effets de la pandémie : intervention directe des États, systèmes de protection sociale (faible aux USA), intervention de l'Union européenne et de la BCE, aides publiques massives, sécurisation de l'euro...

Aujourd'hui, il est impératif de rassurer les gens : seule la confiance permettra de rebondir utilement. Attention aussi aux risques aujourd'hui engendrés par la crainte de perdre son épargne ou son patrimoine en cherchant à tout prix à le mettre à l'abri.

Le recours au discours guerrier : une erreur ?

Le Président de la république dit que nous sommes en guerre alors qu'il s'agit d'une menace épidémique exceptionnelle. On peut regretter les mesures diminuant le pouvoir du Parlement destiné à être seulement informé des décisions de l'exécutif. Nous avons besoin que le Parlement joue son rôle même s'il doit s'adapter à la situation de crise sanitaire.

Le virus et l'homme, l'avenir de l'humanité

Un virus qui peut arrêter le cours du monde : du jamais vu !

Les progrès scientifiques laissent penser que les maladies sont éradiquées : c'est une illusion. De nouvelles maladies apparaîtront sans cesse pour les remplacer. Nous restons des homos sapiens vulnérables quelle que soit notre puissance économique et technologique.

Seule une politique de contrôle préventif des contaminations peut en limiter la diffusion tant que la médecine n'a pas trouvé les outils pour le faire. Certains philosophes y voient l'émergence d'un bio pouvoir ou bio politique.

Avec le recul de la mortalité, notre espérance de vie n'a cessé d'augmenter. C'est devenu une nouvelle norme : on redoute plus la dégradation physique que la mort. L'épidémie nous confronte à une mort imprévisible et invisible que nous avons oubliée.

Pour Hippocrate au Ve siècle avant Jésus-Christ, la maladie était un déséquilibre des humeurs et ceci a prévalu jusqu'au XXe siècle avec Pasteur et Koch qui ont démontré le rôle des virus et des bactéries dans

les maladies. Au XIXe siècle, la thèse des hygiénistes prévaut selon laquelle un environnement sain protège des maladies.

Ce n'est qu'en 1720 que Marseille a instauré, pour la peste, la 1ère quarantaine française. Personne n'imaginait qu'on y reviendrait au XXIe siècle. En France, c'est la grippe espagnole qui a conduit en 1920 à la création d'un ministère de la santé. La société des nations (SDN) de l'époque ouvrait alors des réflexions sur la nécessité des coopérations internationales pour y faire face.

L'antidote aux épidémies c'est la coopération internationale

Bill Gates, déjà engagé dans l'humanitaire, plaide pour une approche globale internationale renforcée de la lutte contre les épidémies dépassant les égoïsmes nationaux avec 3 grandes mesures :

- une répartition publique mondiale des ressources médicales (équipements, gants, masques, traitements...) selon des critères prédéfinis (ONU, OMS...), ce que le marché ne peut pas faire
- une allocation massive de fonds à la recherche pour trouver un vaccin constituant un bien public mondial avec une planification de sa fabrication et de sa diffusion
- un investissement important dans la santé des pays pauvres : ce n'est pas un bon sentiment mais une nécessité sanitaire.

La confiance, le terrible besoin de coupables et de sauveurs

Le populisme et la transformation de nos modes de vie

Le populisme fonctionne car il correspond aux transformations de nos modes de vie et aux fractures qui les accompagnent (sociale, territoriale, économique, numérique ...). C'est la France archipelisée de Jérôme Fourquet.

La Chine a menti au monde

Ce sont des lanceurs d'alerte chinois qui ont identifié le virus et ont été sanctionnés. L'un d'eux, le Docteur Li Wenliang mort du Coronavirus, est aujourd'hui érigé en héros national. 400 personnes auraient été également poursuivies pour la diffusion de soi-disant rumeurs sur la dangerosité du virus. Les autorités de Wuhan ont menti, organisant le 18 janvier un banquet de 40 000 personnes et en ne reconnaissant l'épidémie que le 19 janvier, alors que le virus était connu depuis le 17 novembre. Une prise en compte précoce aurait évité 90 % des contaminations et la diffusion du virus à travers le monde.

Le 5 janvier, 2 centres de recherche ont séquencé le génome en le publiant le 11 janvier et en recommandant des mesures de prévention. En représailles, le centre de Shanghai a été fermé. Aujourd'hui, la censure continue quand des personnes mettent en doute le chiffre officiel du nombre de morts.

Pour redorer son blason, la Chine recourt en interne au complot extérieur (virus introduit par l'armée américaine) et à l'international à la posture de sauveur (distribution de masques, présence internationale notamment en Afrique).

L'OMS a-t-elle été piégée par ce mensonge d'État ? Initialement, elle a fait un éloge de la Chine pour la gestion de sa crise et sa transparence mais a déclaré l'urgence sanitaire trop tard. Cela devient un sujet mondial notamment avec les accusations de Donald Trump et sa décision de suspendre le financement de l'OMS.

La métropolisation : un coupable idéal de la pandémie ?

La mondialisation et le développement des échanges accélèrent la diffusion des pandémies mais une analyse géographique récente tempère l'impact des métropoles. Ce sont des événements locaux, comme à Mulhouse avec la concentration d'évangélistes pendant 5 jours, qui ont joué un rôle majeur pour la diffusion du virus dans le Grand Est caractérisé par un réseau important de villes moyennes.

Les métropoles françaises, hors Grand Paris, seraient être plus protectrices avec une immunité collective plus forte et une sociabilité plus faible que dans les petites villes où tout le monde se connaît. La carte des contaminations en France ne montre pas d'effets plus importants dans les métropoles. Il y a en France d'autres réalités territoriales pour comprendre la diffusion de l'épidémie : celles de territoires caractérisés par des liens relationnels choisis et connectés avec de fortes mobilités routières, ferroviaires ou aériennes.

La démocratie et les libertés

Le politique : gouverner autrement

A la sortie de l'épidémie, le combat politique risque d'être violent et impitoyable avec la recherche de coupables... Nous en constatons actuellement les signes précurseurs.

Experts et gouvernants : des liaisons dangereuses

Gouverner ne se limite pas à prendre l'avis des experts médecins. Il doit prendre en compte d'autres éclairages : économiques, sociaux, sociologiques ... Il y a eu parfois, avant et après le confinement, des changements de pied de la stratégie gouvernementale.

Le savoir doit guider le pouvoir mais, confronté à un virus inconnu, il sera toujours incertain et temporaire. Des scientifiques, de Didier Raoult à Jean-François Delfraissy président du comité scientifique, reconnaissent qu'ils se sont trompés : en janvier ils sous-estimaient la contagiosité et la dangerosité du virus.

Deux lectures de la distanciation sociale

La distanciation sociale c'est une incitation civique à prendre soin les uns des autres. C'est aussi une injonction verticale de règles pour des gouvernés suspectés d'irresponsabilité. Ils ont pourtant été très réactifs en fabriquant eux-mêmes leurs propres masques quand l'action des gouvernants était pour le moins... erratique.

La distanciation sociale est une attention accrue aux autres. On l'a constaté pour le sida. Le respect d'une stratégie thérapeutique est d'autant plus fort qu'on en est partie prenante. Le slogan santé = sobriété pourrait être remplacé par santé = citoyenneté.

Les restrictions de liberté pendant le confinement

Depuis 2015 et les attentats, le droit commun a repris une large part des dispositions de l'État d'urgence, avec le consentement d'une grande partie de la population : protégez-nous et on fermera les yeux sur la perte de libertés publiques. Avec le terrorisme, nous pouvions tous être Charlie sans en être une victime directe. Nous pouvons dénoncer le changement climatique sans rien faire mais le Covid est un ennemi invisible qui nous concerne tous personnellement.

Les restrictions de libertés se justifient pour préserver la vie humaine mais elles doivent être clairement délimitées dans leur format et leur durée. Devant le péril épidémique, le seuil de tolérance aux restrictions de liberté augmente. Qu'en serait-il avec une épidémie plus mortelle qui atteindrait les enfants ?

Les libertés et les surveillances technologiques : le débat s'accélère et divise

Un récent sondage montre que 80 % des Français sont favorables à une surveillance électronique. C'est une avancée vers une société de la supervision électronique. Chacun de nous embrasse le numérique par facilité. Aujourd'hui, le respect de la vie privée est un mythe avec la collecte consentie de nos données sur Internet à des fins marchandes.

C'est un contrôle individualisé de nos esprits, de nos corps et de nos vies que Michel Foucault appelait la biopolitique. La biopolitique c'est, à partir du XVIIe siècle, le passage d'une souveraineté s'exerçant sur un territoire à une gouvernance des vivants pris individuellement et collectivement avec une transformation du pouvoir.

Quelle serait notre acceptation du modèle chinois de surveillance électronique avec un crédit « social score » qui classe et sanctionne les bons et mauvais citoyens ? Il en va de même pour les USA avec un score santé attribué à chaque Américain ayant un numéro de sécurité sociale le classant selon son état de santé et sa capacité à rembourser ses crédits. Hippocrate doit se retourner dans sa tombe.

Les technologies numériques : physiquement confinés mais relationnellement désenclavés

Avec les technologies numériques, de nouvelles pratiques se développent pour communiquer avec les autres. Elles peuvent être positives : rester en lien, se cultiver, partager... Pour autant, le risque d'enfermement devant son écran est réel. Il faut apprendre, quelles que soient les générations, à mieux s'en servir. Par ailleurs, des substituts de type chatbots, peuvent occulter les réalités d'une relation humaine.

Les inégalités

Les technologies numériques sont développées dans de nombreux domaines : télé-enseignement, télémédecine, télé culture... mais de nombreuses familles n'ont pas les équipements pour y accéder. C'est une cause réelle d'inégalité. Et que dire des zones blanches où l'accès au numérique est limité voire impossible : la crise sanitaire remet en lumière la fracture numérique.

La santé et son organisation

Une résilience remarquable des hôpitaux publics et privés en France

Parler « d'héroïsme » des professions médicales en première ligne à l'hôpital provoque une certaine sacralisation de certains métiers, ce qui modifiera également la hiérarchie des statuts sociaux.

N'oublions pas que les médecins d'origine étrangère dans les hôpitaux (1/3 des médecins) contribuent à sauver l'hôpital et la vie de nombreux Français. Le système de santé ne fonctionnerait pas sans eux.

Des médecins confrontés à des choix sélectifs

Les médecins dans les unités de soins intensifs de réanimation, face à la pénurie d'équipements, sont confrontés à eux-mêmes pour décider de qui pourra bénéficier des soins indispensables. Le refus de se référer à des critères strictement non médicaux semble acquis, de même que l'importance d'une décision

collective, laquelle est souvent impossible devant l'urgence des situations. Pour autant, ils ne disposent pas d'un référentiel clairement établi pour prendre leurs décisions.

L'organisation de la santé en Italie : un contre-exemple à méditer

En Italie, l'organisation de la santé relève principalement des régions ; c'est aussi le cas de nombreux pays en Europe.

La Lombardie italienne est une région économique très riche caractérisée par des relations économiques denses avec l'étranger, notamment la Chine. En Lombardie, les décideurs et responsables économiques ont, dans un premier temps, donné priorité à l'économie avant de faire marche arrière quand il était déjà trop tard.

La Vénétie, région voisine, a fait un choix différent en organisant très rapidement un dépistage pour identifier les personnes asymptomatiques et isoler les territoires les plus contaminés. Avec un niveau de contamination comparable de la population, les résultats sont là : 10 000 morts en Lombardie, 1 000 en Vénétie.

La sortie du confinement : la somme de tous les dangers

Début mars, on pensait que l'épidémie ne concernerait que les plus de 65 ans. On manquait de moyens (masques, tests). Les gestes barrières et sanitaires n'étaient pas suffisamment respectés et les personnes contaminées, hors hospitalisation, n'ont pas été placées en quarantaine. Tout cela a boosté l'épidémie.

Le confinement a évité une progression exponentielle de l'épidémie et a permis à l'hôpital de faire face. Pour autant, après le confinement l'épidémie a continué. Les mesures strictes de distanciation sociale et d'hygiène doivent continuer pour éviter un rebond redoutable que l'Asie craint. Le 11 mai, nous retrouverons une situation proche d'avant le 17 mars.

La réussite du déconfinement reposera sur les recommandations exigeantes et précises du comité scientifique constitué auprès du gouvernement. Elle nécessitera une politique préventive active avec le recrutement et la formation de milliers de personnes car les ressources existantes seront très insuffisantes. À défaut, le confinement n'aura servi à rien ! Cela pourrait aussi supposer des stratégies coordonnées au niveau de l'Union européenne, voire au-delà.

Seul un vaccin ou des traitements efficaces pourront éradiquer le risque de pandémie. Soyons prudents car le virus comporte encore beaucoup d'inconnues sans parler du risque toujours possible d'une mutation. Pour plusieurs scientifiques, les évolutions graves, voire mortelles, du virus reposent sur l'emballement du système immunitaire (appelé orage cytokinique) : ce serait une hyperactivité auto-immune (connue dans l'hépatite B) qui pourrait supposer un changement de stratégie médicale.

Le monde d'après

Penser de nouvelles politiques pour l'après Covid-19 : le débat commence

Chacun voit le monde d'après à sa sauce en fonction de ce qui l'arrange et parfois avec une lecture idéologique : c'est une sorte de prêt-à-penser préfabriqué et parfois manipulé.

La demande sociale concerne principalement la protection et la redistribution pour assurer le bien-être des personnes. La revendication d'un revenu universel revient, notamment pour prendre en compte les

nombreux laissés-pour-compte des aides publiques, aussi importantes soient-elles. Repenser la dépense publique, devenue aujourd'hui en France l'antalgique des inégalités sociales créées par le marché, est indispensable.

Le virus peut provoquer une crise alimentaire planétaire avec de graves pénuries.

Cette crise systémique va bien au-delà de la crise sanitaire. Plus on attendra pour y répondre, plus les transformations qui en résulteront seront difficiles à accepter : il vaut mieux commencer à nous y adapter dès à présent.

Un sursaut collectif face aux revendications catégorielles

Lors du déconfinement, les revendications catégorielles risquent de se multiplier. Pour y échapper, les Français devront se donner un projet collectif auquel ils adhèrent : il est à construire dans les semaines à venir avec tous les partenaires sociaux et instances citoyennes.

Le 11 mai : l'aube radieuse du déconfinement ?

Devant l'ampleur du choc économique et social à venir, nous ne reverrons pas le monde que nous avons quitté il y a un mois. Interrogeons-nous sur le concept « d'après ». Certains pensent que la mémoire est courte et que nous retrouverons le monde d'avant. Avant de penser le monde d'après, il faut revoir avec lucidité le monde d'aujourd'hui. Il n'y aura pas de coup de sifflet annonçant la fermeture du confinement et l'ouverture d'un nouveau moment.

Notre imaginaire voudrait une coupure bien propre, or les recommencements n'ont jamais cette netteté et sont peuplés de rebonds et de piétinements. Il faudra s'armer de patience, résister à l'amnésie, repérer ce qui bouge à tous les niveaux pour réarmer notre pensée et oser des transformations à la hauteur de la situation.

Le monde d'après : la mondialisation et relocalisations, le marché

Le concept de mondialisation : un fourre-tout idéologique ?

La pandémie est souvent présentée comme une pathologie fatale résultant de la mondialisation. L'urgence à démondialiser doit être sérieusement réinterrogée car il peut s'agir d'un regard idéologique biaisé.

Il y a des réalités et des logiques variées, datées différemment dans notre histoire et qui recouvrent des réalités différentes : le libéralisme économique, les migrations, le tourisme de masse, l'addiction à la mobilité internationale, la disparition de la souveraineté des États et l'affrontement de 2 blocs, Chine et USA.

Que dire des épidémies de peste, du choléra... dans les siècles précédents qui ignoraient la mondialisation ? Que dire des migrations européennes vers l'Amérique du Nord au XIXe siècle ou au début du XXe siècle vers la Mandchourie et la Sibérie imposées par le régime soviétique ? Que dire de la négation de l'identité des peuples avec le colonialisme, de l'URSS qui a massacré des identités de peuples la constituant ou de la colonisation chinoise du Tibet et de la répression du peuple des Ouïgours ? Que dire du libéralisme quand en Chine un État communiste développe un capitalisme d'État ? Que dire du triomphe de la théorie libérale du marché bien avant la mondialisation actuelle ? Pourquoi la mondialisation n'a-t-elle pas empêché depuis 30 ans les pays de l'OCDE d'augmenter fortement leurs dépenses publiques ?

La mondialisation n'est pas responsable de tout sur la diffusion du virus. Taiwan, la Corée du Sud, l'Allemagne font bien mieux contre la pandémie que les USA. Méfions-nous des caricatures faciles de la

mondialisation ; une rigueur intellectuelle s'impose quand on en parle afin d'apporter les réponses les plus pertinentes à la situation actuelle.

Interrogeons aussi le concept de relocalisation : une panacée ?

Là aussi un peu de rigueur intellectuelle s'impose. Quelques exemples : pour fabriquer des masques il faut des élastiques, du latex provenant de la culture de l'hévéa ou des polymères provenant du pétrole ; pour fabriquer nos téléphones portables, nos ordinateurs, il faut des minéraux rares dont nous ne disposons pas ; pour fabriquer des anesthésiques indispensables pendant la pandémie, il faut du curare provenant de lianes amazoniennes ou africaines ...

Pour certains produits, relocaliser ce sera remonter d'un cran dans la dépendance à l'approvisionnement des matières premières qui reposera sur une chaîne logistique importante pour les extraire, les traiter et les transporter. Le besoin de sécuriser ces approvisionnements peut aussi provoquer une nouvelle forme de colonialisme notamment avec l'importance en Afrique de ces matières premières.

Il ne faut pas se tromper de débat sur la souveraineté. L'important c'est la capacité à coopérer pour le bien public, si on ne veut pas constater la guerre des États (ouverte ou dans l'ombre) pour s'approvisionner. C'est aussi capital pour une coopération internationale accrue dans le domaine médical et scientifique pour que les progrès bénéficient à tous.

Le marché : une construction politique

Il n'y a pas d'un côté les lois du marché et de l'autre la politique. Le marché est une construction politique traduite juridiquement. L'État produit le droit qui le forme, le déforme et le reforme. L'ordre marchand est régi par des lois juridiques définissant les pouvoirs de chacun et les règles du jeu avec des institutions internationales (OMC) pour les faire respecter.

Les règles du marché n'ont pas interdit à des États de fermer leurs frontières, de modifier le droit du travail... Est-ce une exception ou alors ce que l'État a pu faire aujourd'hui, il pourra le faire demain en prenant en compte le champ du possible ?

L'économie et l'État

La théorie libérale et le marché

Pour Adam Smith, le libéralisme est une théorie qui ne peut pas s'appliquer complètement car les conditions ne sont pas réunies pour la mettre en œuvre : ceci justifie pleinement le rôle des États pour en réguler les effets négatifs. Il ne s'agit donc pas de donner au marché le pouvoir sans limite que réclament les extrémistes libéraux.

La demande de nationalisations massives d'entreprises serait une grave erreur qui pourrait nous amener dans 10-20 ans à une situation comparable à celle du Venezuela. La France, sans exclure ces nationalisations, dispose d'autres outils pour faire face à la crise économique déclenchée par la crise sanitaire.

Une crise systémique d'une ampleur inédite

L'épidémie Covid est d'une ampleur inédite par sa rapidité et sa contagiosité. En quelques mois, presque la moitié de la population mondiale est plus ou moins confinée. La réactivité internationale de la communauté médicale et scientifique est remarquable.

Au-delà d'une crise sanitaire, c'est à la fois un choc de l'offre de production, de la demande avec la diminution des revenus et un choc boursier avec la diminution des actifs financiers. Tout cela à la fois est inédit dans notre histoire.

Cette crise générera vraisemblablement une aggravation des disparités sociales entre les pauvres et les riches mais aussi une tension sur les revenus des classes moyennes. Quelles seront les conséquences sur l'inflation, compte tenu des politiques monétaires engagées ? Elle pourra aussi générer une augmentation importante des migrations humaines, l'accentuation des disparités entre pays occidentaux et pays vulnérables, notamment les pays producteurs de matières premières dont les cours pourraient s'effondrer. Enfin, elle interpelle la démocratie en questionnant la souveraineté des États confrontés à la mondialisation. L'Europe est sûrement la bonne échelle pour y répondre mais ceci supposera un changement de pied et beaucoup d'audace de la part des pays.

Cette crise rebattra-t-elle les cartes de la mondialisation et de la division internationale du travail ? Provoquera-t-elle une nouvelle dynamique de croissance dans les pays occidentaux où la croissance était perdue ?

La facture de la crise

Une augmentation des impôts après la crise pourrait aggraver le déclin de la France. Avec 56 % du PIB consacré à la dépense publique, la France est en tête de la plupart des pays de l'OCDE (37,8 % aux USA 38,9 % au Japon et 40,9 % au Royaume-Uni) mais encore faut-il comparer ce qui est comparable. La France n'est pas dans les premiers pour la qualité de ses hôpitaux, de son enseignement... Elle ne manque pas de moyens mais de rigueur dans la gestion de la dépense publique.

L'Europe

L'union européenne a aujourd'hui l'opportunité de se repenser autant dans son rapport aux peuples qui la constituent que dans son rapport aux empires américains, russes, chinois et ceux en devenir.

La décision de créer un fonds financier Covid sans contreparties des États et peut-être demain de relance économique, est un changement de pied historique accepté par l'Allemagne et les pays nordiques dont on ne mesure pas l'ampleur.

Le Covid-19 exacerbe les tensions entre les pays du Sud et du Nord et de l'Europe. Après le Brexit, quel est le risque d'une scission de l'Union européenne en 2 entités : celle du Nord et celle du Sud ?

En Allemagne, on s'interroge sur la soutenabilité du modèle économique et budgétaire. L'agriculture et l'industrie connaissent de graves difficultés avec le blocage de la main-d'œuvre polonaise et roumaine avec la fermeture des frontières.

En France, le livret A est passé de 1,5 milliards d'euros à 3,8 milliards d'euros entre février et mars.

En Espagne, la situation est difficile pour les enfants strictement confinés à la maison.

La Suède continue à privilégier l'immunité collective. Serait-ce un prolongement de la théorie de l'évolution de Darwin ?

En Angleterre, le PIB dégringole avec une prévision de - 13 % en 2020.

Et dans le monde

Le Nord et le Sud

Jusqu'à présent, les épidémies touchaient principalement les pays du Sud, ce qui peut expliquer que la santé ne soit pas une compétence internationale. Le pouvoir de l'OMS est très limité malgré quelques réussites en Afrique.

Le multilatéralisme est aujourd'hui en déclin sous la pression des USA. Les organisations internationales sont dépassées, et l'ONU est un peu absente. La France a obtenu du G20 un moratoire sur la dette des pays pauvres à hauteur de 20 milliards de dollars : est-ce un premier pas vers la suppression ? De son côté, le FMI l'allège.

Aux USA, Donald Trump appelle à « libérer » 3 états confinés en évoquant le 2e amendement portant sur les armes : c'est un appel direct à la rébellion. En Californie, le nombre réel de cas serait sous-estimé.

Au Brésil, la pandémie fait craindre dans les régions indigènes la peur d'un génocide pathologique.

Au Japon, la pandémie enflé, on manque aussi de blouses pour les soignants.

Singapour pensait avoir contrôlé la pandémie sans confinement (recours systématique aux masques et tests, isolement des personnes contaminées). Pour autant, un nouveau rebond se développe et Singapour doit recourir au confinement en évoquant les contaminations liées aux nombreux travailleurs étrangers présents.

L'expérience de Wuhan : une situation à analyser

Avec 11 millions d'habitants et dans un rayon de 1 000 km plus d'un milliard de personnes, Wuhan est une base industrielle majeure misant sur l'innovation et la recherche avec 1 million d'étudiants. Les investissements étrangers y sont nombreux ; 157 entreprises françaises y sont présentes. Wuhan bénéficie d'un niveau social relativement élevé et dispose d'un bon système sanitaire et médical.

Les réalités vécues par les habitants de Wuhan pendant l'épidémie sont peu connues. Ils ont souffert de mesures prises tardivement (5 millions de personnes ont quitté Wuhan avant la mise en quarantaine du 23 janvier pour rejoindre leurs familles à l'occasion du nouvel an chinois ; ils ont souffert aussi du manque de masques et autres matériels. Ils ont exprimé leur colère notamment lors du décès du Docteur Li Wenliang. Ils ont souffert de discriminations avec la consommation d'animaux sauvages, la fermeture de frontières provinciales, l'éclatement du modèle familial 4-2-1 (4 grands-parents, 2 parents et un enfant) provoquant de nombreuses difficultés familiales voire des ruptures.

L'état d'urgence est progressivement démantelé depuis le 8 avril. L'évolution de la situation à Wuhan restera à analyser de près pour comprendre ce qui s'est passé et les conséquences.